

ANNIVERSAIRE...

Il y a 35 ans, DE GAULLE perpétrait son «*coup d'état permanent*» et entamait un processus devant conduire à l'instauration, en France, d'une sorte de monarchie électorale abusivement baptisée République (V^{ème} du nom). Les Républicains subissaient une défaite écrasante!

Le 4 octobre 1958, la nouvelle Constitution était promulguée. Le Président du Conseil des Ministres cessait d'être élu par l'Assemblée Nationale, il ne choisissait plus ses ministres... Il cédait la place à un Premier Ministre nommé par le monarque (donc responsable devant lui!) lequel monarque nommait également (sur proposition de son Premier Ministre) les «*autres membres du gouvernement*».

Et c'est ainsi que l'Assemblée Nationale des Députés du Peuple Français laissa la place à une assemblée de «*godillots*».

Afin d'assurer encore plus totalement son pouvoir, DE GAULLE faisait approuver par référendum la «*loi du 6 novembre 1962*» qui dispose que: «*le Président de la République est élu, pour sept ans, au suffrage universel direct*».

Autrement dit, le «*Président*» ne tient plus son pouvoir de l'élection par les parlementaires mais bel et bien du «*suffrage universel direct*» et, c'est ainsi que fut restaurée la pratique du «*plébiscite*» (1), si pertinemment dénoncée naguère par un certain François Mitterrand devenu, lui-même, le monarque absolu que l'on connaît.

Mais ceci est une toute autre histoire!

Alexandre HÉBERT.

(1) Plébiscite: scrutin par lequel un homme ayant accédé au pouvoir demande à l'ensemble des citoyens de lui manifester leur confiance en se prononçant par oui ou par non sur un texte donné. (LAROUSSE).

MAIRIE DE NANTES: EXPLOITATION DES RESSOURCES HUMAINES...

Il n'y a pas qu'à l'UIMM, autrement dit, au «*Comité des Forges*», qu'on se préoccupe de l'exploitation rationnelle des «*ressources humaines*».

Apparemment, le problème se pose également à la Mairie de Nantes où se met en place, sous une forme particulièrement pernicieuse, la GPEC (*Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences*).

Il est vrai que, s'agissant du personnel municipal, on se heurte à une difficulté supplémentaire dès lors que les agents, pardon, les «*ressources humaines*» en cause, touchent de près ou de loin, le secteur délicat des «*études et travaux*».

Quoiqu'il en soit, la recherche éperdue de «*boucs émissaires*» n'a jamais empêché les difficultés!!!

Les personnels municipaux qui peuvent, à juste titre, en plus du toujours possible arbitraire patronal,

redouter des règlements de comptes politiques, ne peuvent être sanctionnés sans l'avis d'un conseil de discipline présidé par un magistrat professionnel, ce qui devrait donner le maximum de garanties aux parties en présence et les inciter à ne pas remettre inconsidérément en cause les décisions rendues.

Telle n'est pas le cas à la Mairie de Nantes, où l'administration municipale passe délibérément outre aux décisions de l'avis du conseil de discipline pour lui substituer le fait du prince, autrement dit, se conduire comme un vrai patron de droit divin.

De tels agissements, venant d'une municipalité élue naguère sur le thème de «*l'autogestion et de la stratégie de rupture avec le capitalisme*» sans parler du «*front de classes*», sont inadmissibles.

Mais le mieux est de publier l'intégralité des pièces du dossier.

Tout d'abord des extraits significatifs du P.V. du conseil de discipline:

EXTRAITS DU PROCÈS VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL DE DISCIPLINE DU 18 MARS 1993

Le Conseil de Discipline du personnel communal s'est réuni le jeudi 18 mars 1993 à 8h30, en l'Hôtel de Ville, salle Baco de la Chapelle, sur convocation adressée à tous ses membres par son Président, M. Jean PARENT, Juge Honoraire, pour donner son avis sur le cas de: M. Jean BOUYGE - Ingénieur en chef au B.A.T.I.

.... Aucun des membres du Conseil ne désirant plus poser de questions et la parole ayant été, en dernier lieu, donné à M. BOUYGE, à M. LECLECH et à M^e MARTIN, ceux-ci ainsi que l'agent chargé d'assurer le secrétariat, quittent la salle afin que le Conseil délibère.

Celui-ci, après en avoir délibéré conformément aux textes et en dehors de la présence de quiconque, ATTENDU:

- qu'il n'est pas établi, au terme des débats, que Jean BOUYGE a commis des fautes professionnelles de nature à justifier, à son encontre, l'application d'une sanction disciplinaire,

PAR CES MOTIFS :

- ne propose aucune sanction à l'encontre de M. Jean BOUYGE.

Cet avis est immédiatement porté à la connaissance du comparant.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal et, après lecture faite, ses membres ont signé avec M. le Président:

M. CONSTANT, M. DEMAURE, M. MARESCHAL, Mme MEUNIER, M. MORAND.

Comme on peut le constater, l'avis du conseil de discipline est parfaitement clair: «aucune sanction à l'égard de Mr Jean BOUYGE. Et bien, en dépit de cet avis, Jean-Marc AYRAULT, maire de Nantes a signé et adressé à Jean BOUYGE la lettre incroyable suivante:

Nantes, le 13 avril 1999,

Le Député-Maire,

*Monsieur Jean BOUYGE
Impasse du Tenant
44120 VERTOU*

N/Réf.: MMN/CM 3103

Objet: Sanction disciplinaire de 3^{ème} groupe

Monsieur,

Vous avez comparu devant le Conseil de Discipline du Personnel communal réuni le 18 mars 1993 pour donner un avis sur votre cas: ses membres n'ont proposé aucune sanction à votre encontre estimant qu'il n'était pas établi, au terme des débats, que vous ayez commis de fautes professionnelles de nature à justifier l'application d'une sanction disciplinaire.

J'ai le regret de vous informer que tel n'est pas mon sentiment, il ressort en effet des divers témoignages que vous vous êtes rendu coupable de fautes professionnelles que j'entends sanctionner.

Vous trouverez, ci-joint, l'arrêté motivé d'exclusion temporaire de fonctions de deux mois détaillant les griefs que j'ai retenus et qui sont clairement établis par les dépositions des témoins.

Les voies de recours y sont également indiquées.

Je vous précise que j'ai également décidé, à l'issue de cette exclusion, de procéder à votre mutation dans l'intérêt du service.

Veillez agréer, Monsieur, mes salutations.

Jean-Marc AYRAULT.

A la suite de quoi, le Maire prenait un arrêté infligeant à Jean BOUYGES une «mise à pied» sans traitement de 2 mois avec, en prime, une mutation «dans l'intérêt du service».

Peut-on témoigner moins de mépris à l'égard d'un «avis» qui s'apparente, qu'on le veuille ou non, à une décision de justice.

Telles sont les pièces du dossier. Leur lecture est éloquente. Il est impensable que les syndicats laissent s'instaurer de telles mœurs à la Mairie de Nantes. On peut espérer qu'ils sauront trouver le chemin de l'unité pour combattre énergiquement la politique du Maire et de ses adjoints.

Alexandre HÉBERT.

L'ARNAQUE ÉCOLOGISTE

LE NOUVEAU «MEILLEUR DES MONDES»

*... Le sol sera maudit à cause de toi. C'est dans la peine que tu t'en nourriras tous les jours de la vie, il fera germer pour toi l'épine et le chardon et tu mangeras l'herbe des champs.
(Genèse,3-17/19)*

Nous vous proposons ci-dessous la reproduction intégrale d'une interview de Jean-Claude CHATAU, élu «Conseiller Régional Vert» de Corrèze au Conseil Régional du Limousin, publiée par le mensuel «Interview» n°9 d'avril 1993 (1).

Interview: Tu proposes un mode de vie écologique?

Jean-Claude Chataur: Oui. Un mode de vie basé sur l'unité de vie.

Interview: C'est-à-dire?

Jean-Claude Chataur: L'unité de vie se compose de deux à cinq personnes. C'est une idée écologique, particulièrement adaptée à nos régions et qui vaut sans doute pour longtemps. Ce mode de vie, ainsi partagé par plusieurs millions d'individus, constitue une solution aux problèmes de notre temps et de notre pays en matière de chômage, de surconsommation, de production excessive et brutale pour la nature, de gaspillage, d'injustice. Avec l'unité de vie, je propose des choses simples.

Interview: Lesquelles?

Jean-Claude Chataur: Je demande simplement à ceux qui se réclament de l'écologie de faire un effort pour se rapprocher de la nature, y vivre et, en tout cas, de promouvoir l'idée qui permettrait à un grand nombre de quitter les villes pour regagner les campagnes désertées.

Interview: C'est l'idée d'Alphonse Allais repeinte en vert?

Jean-Claude Chataur: Non. Il ne s'agit pas d'une plaisanterie, il s'agit que chacun retrouve, avec le bout des doigts froid ou blessé et la sueur au front, le vrai prix des choses qui viennent de la terre en même temps que le vrai goût. Le temps est venu de la sueur au front pour le travail avant le loisir.

(*) *Interview*, 21, rue de Miromesnil, 75008 PARIS.

Interview: Tu as un plan d'action avec des mesures d'urgence?

Jean-Claude Chataur: Dans un premier temps, réduire les villes jusqu'au seuil de tolérance, c'est-à-dire les niveaux de population et d'activités qu'elles auraient dû définir et respecter. Toutes les pollutions issues de concentrations engorgent les rues à cause d'une circulation excessive. Il faut interdire autour des villes toute construction et toute activité nouvelle dans un rayon de dix kilomètres, pour sauvegarder une ceinture suffisante de nature. Dans les villes, dès que les immeubles seront vidés, il faudra les remplacer par des espaces neutres. C'est une tendance à inverser qui nécessite de redéfinir la notion de propriété.

Interview: Et comment?

Jean-Claude Chataur: Il faut réquisitionner les résidences secondaires. Même chose pour les terrains favorables à la création de nouveaux villages ou unités de travail. Ces villages ne devront jamais avoir plus de 900 à 1.000 habitants.

Interview: Cela peut créer des emplois?

Jean-Claude Chataur: Oui. Dans une unité de 650 personnes, on créera 200 demi-emplois, soit 100 emplois effectifs. Un atelier de fabrication de sabots créera, par exemple, cinq emplois.

Interview: Et les salaires?

Jean-Claude Chataur: Le salaire sera de 2.500fr par mois à mi-temps.

Interview: C'est pas un peu juste?

Jean-Claude Chataur: Non, à condition que l'unité de vie se plie à quelques principes écologistes.

Interview: Lesquels?

Jean-Claude Chataur: L'espace de l'unité de vie doit être limité à un hectare, de même que l'espace d'activité. Il sera interdit de dépasser un certain nombre de kilomètres en voiture. L'espace de prédation sera limité pour la cueillette ou la pêche, pas plus de cent poissons par an. Il faudra fabriquer manches d'outils, paniers, paillasons, sabots, galoches et brouettes. Et tanner les peaux de lapin et de mouton, acquérir son autonomie en légumes, en œufs et en boissons. Le budget alimentation ne devra pas dépasser 10fr. par jour et par personne. Pour combattre les méthodes complexes de la facilité, on utilisera le moins possible les outils mécanisés. On se chauffera au bois. L'électricité sera réservée à l'éclairage. Tout sera planifié. Il y aura en tout 120 jours de travail par an, dont une centaine consacrée à l'unité de vie. 80 autres jours serviront à la découverte de la nature, 36 aux réunions, 60 aux voyages et au repos... Enfin, je demande que le chômage soit interdit en principe et dans les faits....

Sans aucun doute possible ce type, ce machin, ce Chataur est intrinsèquement un con hyperpur. Si sa connerie demeurait dans le domaine privé, ce serait son affaire, sa liberté. Nous n'aurions rien à y voir. Car il ne nous viendrait pas à l'esprit de priver qui que ce soit du plaisir incommunicable de fabriquer ses sabots et de les chausser.

Malheureusement cette chose, ce truc, ce Chataur fait de la politique et cherche à nous imposer (oui, nous imposer) ses délires frugaux et bibliques. Non! merci! La corvée de tannage, la corvée de découverte de la nature, la corvée de réunions, la corvée de voyage: non! merci! Et la seule qui présenterait de l'intérêt, la corvée de la baise, n'a pas été prévue. Non! Merci!

Ce mec est probablement imbécile et ignare au point de ne pas s'être aperçu que son programme est quasiment celui des Khmers Rouges, ces charmants bienfaiteurs de l'Humanité et particulièrement des Cambodgiens; mais ce serait une faute politique de traiter son cas par le mépris. Avec son absence d'humour (digne aussi de celle de ses modèles objectifs) il mange le morceau et dévoile ce que cachent jésuitement la grande majorité de ses coreligionnaires écologistes: leur programme réel c'est de mettre en place une société, un État, organisant systématiquement, planifiant la pénurie. Et accessoirement limitant la liberté de circulation des individus.

Des États planifiant la pénurie et s'efforçant de confiner leurs sujets dans leur «*paroisse*», la surface de la planète en a porté ces dernières décennies: de 1922 à 1944 en Italie, de 1933 à 1945 en Allemagne, un peu plus tôt un peu plus tard au Portugal et en Espagne. Sans oublier l'empire stalinien. Curieusement tous ces «*espaces*» idylliques, tous ces divins «*lieux de vie*» étaient totalitaires.

La raison en est simple, bête: il n'y a pas de méthode libertaire pour planifier la pénurie. Ce n'est pas par hasard que les anarchistes sont pour l'organisation de l'abondance... Après s'être débarrassé de l'État qui, par son rôle - auquel il ne peut échapper - d'instrument de la classe dominante, n'a pas le loisir d'organiser l'abondance.

Comme nous ne sommes pas des marchands de catastrophe, nous pensons que le danger - qu'il faut cependant prendre très au sérieux - pourra être écarté si nous demeurons vigilants, si nous refusons de capituler devant la sottise et si nous combattons avec fermeté l'obscurantisme des dealers de la peste verte.

Mais à ces messieurs-dames des Verts, nous disons: chiche! Cet animal doué de peu de raison, ce chataurdu est un des leurs. Ils n'auraient aucune excuse à ne pas appliquer individuellement ses propositions. Allez! les Waechter, les Joynet, les Buchmann, les Cochet, les Anger et consort! au turbin! Pompez comme les Shaddoks pour faire votre électricité, tannez vos peaux de lapin, tressez vos paillasons et fabriquez vos sabots!

Ah! Joynet en jupette et en sabots débordant de paille! Ce serait bandant!

Marc PRÉVÔTEL.

PS : Il est regrettable que le journaliste d'interview, Pierre Blois, ait favorisé le trucage sémantique identifiant écologisme à écologie et écologiste à écologue.

L'INTERNATIONALE...

Voici une déclaration du camarade Salvador RAMIREZ, Conseiller Municipal PS dans la banlieue de Santiago (Chili):

«Travailleurs d'Europe, travailleurs de France, camarades, n'acceptez pas la remise en cause de vos systèmes de protection sociale, n'acceptez pas l'instauration d'un système de retraite par capitalisation qui équivaut à une privatisation des caisses de retraites.

La fameuse privatisation chilienne a entraîné une situation désastreuse pour les travailleurs. Maintenant les patrons et le gouvernement ne versent plus aucune cotisation. Un travailleur qui parvient à cotiser sans interruption durant 45 ans auprès des caisses privées percevra une retraite d'à peu près 40% de son dernier salaire...

Voilà ce qu'ils appellent le miracle chilien, cité en exemple par le FMI. Voilà le triomphe de l'économie de marché, la clef des 10% de croissance annuelle qui rapportent aux capitalistes chiliens et étrangers pendant que 40% de la population vit au dessous du seuil de pauvreté contre 17% en 1971. Trois millions de Chiliens gagnent moins de 550fr. par mois.

Ils appliquent partout les mêmes plans, au nom des mêmes principes de compétitivité internationale définis par le FMI. Les capitalistes du monde ont investi chez nous, sous la dictature pour produire à bas prix et exporter vers l'Europe. Aujourd'hui, ils exigent chez vous une baisse du «coût du travail» pour lutter contre la concurrence des pays à main-d'œuvre bon marché. C'est sans fin...

Informons-nous mutuellement, échangeons nos expériences, aidons-nous et nous reconstituerons une véritable solidarité internationale des travailleurs.

Voilà pourquoi, je serai avec vous le 20 juin au Zénith à Paris».

DE CI - DE LÀ.... CAHIN-CAHA...

Un gouvernement «de gauche»

La «*deuxième cohabitation*» commence sous les plus heureux auspices. Le monarque a obtenu un Premier Ministre et un gouvernement à son goût. Presque tous européens convaincus, ce qui l'a rendu de bonne humeur. Au point qu'au sortir de la réunion du premier Conseil des Ministres, il aurait déclaré que «*c'était le gouvernement le plus à gauche depuis dix ans*».

Et il s'y connaît, le bougre! N'oublions pas, toutefois, que tout est relatif!

La guerre des tranchées

D'autant que les témoignages d'estime entre belligérants n'ont jamais empêché la guerre de se poursuivre. Le «*Président*» vient de tirer une salve d'avertissement en direction, il est vrai, de Charles PASQUA, un des rares «*anti-maastrichien*» de l'équipe gouvernementale.

François s'est déclaré d'accord avec les mesures envisagées à l'encontre des immigrés mais il a formulé «*des réserves*» sur les commentaires du Ministre de l'Intérieur. Apparemment, MITTERRAND n'apprécie pas que PASQUA braconne sur les terres de Jean-Marie LE PEN.

Mais est-ce bien étonnant?

En attendant, on s'installe, bel et bien, dans la guerre des tranchées.

SNIA: Refus de négocier

Au cours de l'entrevue qu'il a eu le 16 avril avec les syndicats, le PDG de la S.N.I.A. leur a signifié qu'il ne fallait pas compter obtenir, pour 1993, plus de 0,7% de revalorisation des salaires. A la suite de quoi... il a suspendu les négociations... Ce qui constitue, on en conviendra, une véritable provocation!!!

Il est vrai que PDG et DRH de l'AÉROSPATIALE ont été nommés par l'ancien gouvernement.

Et il est également vrai que le Ministre de tutelle, LÉOTARD de Fréjus, semble, apparemment, plus pressé de faire augmenter, substantiellement, ses indemnités de Maire, lesquelles s'ajoutent à celles de Ministre!!!) que de s'occuper des salaires des ouvriers de la SNIA.

A propos de la C.E.S

A propos d'un ouvrage consacré aux «*Syndicats en Europe*» (*) *Le Monde du Travail Libre*, organe de la C.E.S. remarque que:

«La diversité des syndicalismes ainsi que les réalités politiques, sociales et économiques propres aux différents pays desquels émanent les organisations membres de la C.E.S. pèsent d'un poids important sur la constitution d'une organisation supranationale.

Le T.U.C. britannique et le D.G.B. allemand sont deux confédérations fortement décentralisées qui ont des difficultés à considérer la C.E.S. comme une organisation représentant les centrales professionnelles et habilitée à négocier. Tandis que d'autres organisations (françaises, italiennes, belges) envisageaient dès l'origine la C.E.S. capable de coordonner, d'impulser, de soutenir une véritable action syndicale au niveau européen».

Les Anglais et les Allemands ont raison!

LES ANARCHISTES DANS LA RÉVOLUTION RUSSE...

Il est plus que jamais nécessaire de rétablir la Révolution russe dans sa véritable dimension.

Les crimes de la contre-révolution stalinienne ne sauraient nous faire oublier l'immense espoir qu'elle souleva parmi des millions d'hommes opprimés et il y a quelque chose d'indécemment à entendre d'anciens «*socialistes*» ou des néo-staliniens chanter les louanges de «*l'économie de marché*» qui condamne à la misère et à la mort des millions d'hommes! Les crimes de Staline ne sauraient, non plus, nous faire oublier les morts

(*) «*Les Syndicats en Europe*» - Pierre Biais, *Les Dossiers du CRISP*, n°37, rue du Congrès, Bruxelles.

de la Commune et tous ceux qui, dans tous les pays, furent et sont aujourd'hui encore, assassinés au nom du maintien de «l'ordre mondial»...

Les anarchistes participèrent à la Révolution et contribuèrent à faire vivre «les soviets, les comités d'usine et les syndicats nouvellement formés». On sait, malheureusement, ce qu'il en est advenu. Afin d'éclairer nos camarades, nous publions ci-dessous un article de VOLINE publié dans la *Revue Anarchiste* de janvier 1930 et qui donne le point de vue d'un anarchiste sur les débuts et l'évolution prévisible de la Révolution.

Alexandre HÉBERT.

LETTRES DE RUSSIE

La révolution russe vient d'entrer dans sa 13^{ème} année: laps de temps suffisant pour qu'un bouleversement social, même de cette envergure, fasse ses preuves.

Où en est donc, actuellement, le pays de «la plus formidable» révolution? Cette question revient constamment à l'esprit d'une multitude de gens, de toutes les tendances ou conditions sociales, qui, noyés dans des informations les plus variées et même contradictoires, finissent par perdre tout espoir d'arriver à une notion exacte de choses de «là-bas». Nos camarades eux mêmes ne sont pas toujours à l'abri de certains racontars fantaisistes auxquels, trop souvent, ils ne savent pas opposer une réplique appuyée de faits, documentée, vigoureuse...

... Les débuts de la révolution confirmèrent entièrement les thèses et les prévisions des anarchistes. En effet, ce ne fut pas un parti ni un groupe politique ou autre qui eût commencé ou guidé la révolution. Elle a éclaté spontanément, par un soulèvement général et décisif des masses travailleuses qui finirent par entraîner à leur suite l'armée (février-mars 1917).

Deux processus parallèles

Aussitôt, deux processus parallèles se dessinèrent, comme ce fut le cas dans toutes les révolutions de vaste envergure: d'une part, ce furent les tâtonnements, les recherches et les efforts des masses populaires tendant à continuer la révolution, à la faire engager sur une large voie de libre activité populaire, en vue de grandes réalisations sociales; d'autre part, ce fut le ralliement en hâte de toutes sortes d'éléments politiques cherchant à orienter la révolution sur la voie politique, donc à instaurer un nouveau gouvernement et à liquider le mouvement populaire libre.

Le courant politique, aboutit tout d'abord, à la formation de trois gouvernements consécutifs dont aucun ne sut résoudre les gigantesques problèmes de la révolution ni satisfaire les aspirations des masses travailleuses. Ce furent, dans l'ordre, le gouvernement des bourgeois et des agrariens (Milioukov, prince Lvov), celui de la «coalition» (avec Kerenski) et, enfin, le gouvernement socialiste de Kerenski (mars-octobre 1917).

En attendant, le pays continuait à souffrir. Les problèmes de la révolution restaient ouverts. Tous les gouvernements promettaient la prompte convocation de la «Constituante» et plusieurs choses encore. Mais tous se trouvèrent dans l'impossibilité de tenir leurs promesses. Dans ces conditions, un autre groupement politique surgit dans l'ombre et, fortifié par la marche des événements, entama une lutte pour le pouvoir. Ce fut le parti communiste (bolchéviste).

En même temps, l'activité libre des masses populaires s'accroissait. Les Soviets, les comités d'usines, les syndicats ouvriers nouvellement formés, œuvraient sans relâche. L'insurrection du 3 juillet 1917 fut l'une des manifestations de cette force naissante.

Les anarchistes cherchèrent, dès le début, à soutenir ce courant populaire, à lui prêter leur concours désintéressé.

Lorsque le gouvernement de Kerenski fut définitivement discrédité, la grande question se dresse: Que faire? Abattre ce gouvernement et mettre à sa place un gouvernement bolchéviste, comme le prêchait le parti communiste? Ou faire pousser la révolution vers de nouveaux horizons économiques et sociaux afin

que les masses, accentuant leur action, se rendent elles-mêmes, définitivement, maîtres de la situation et fassent disparaître le gouvernement de Kerenski, sans le faire remplacer par un autre? (Telle fut la thèse des anarchistes).

Un choix décisif

Ce fut le premier courant qui l'emporta. Les masses préfèrent leur confiance et leur concours au parti bolchéviste. Elles l'aidèrent à conquérir le pouvoir, dans l'espoir que ce nouveau gouvernement «*prolétaire*» saura, enfin, résoudre les problèmes de la révolution. Deux raisons surtout expliquent l'insuccès de l'idée anarchiste:

- 1- la faiblesse du mouvement libertaire (en nombre et en coordination),
- 2- l'absence, dans le pays, d'un mouvement ouvrier organisé avant la révolution. L'insurrection d'octobre-novembre 1917 eut raison du gouvernement de Kerenski. Les bolchévistes s'installèrent au pouvoir. Ils organisèrent leur nouvel État dit «*prolétarien*».

Le seul problème qu'ils surent résoudre, par la suite, d'ailleurs sous une forte pression des masses, fut l'abandon de la guerre impérialiste. Quant au reste, ils y témoignèrent, petit à petit une impuissance égale à celle des gouvernements précédents (problème agraire, problème ouvrier, problème financier, etc, etc...). Mais, - et c'est là l'essentiel - pour que les masses s'en aperçussent, il leur a fallu beaucoup plus de temps que précédemment. Et lorsque, enfin, elles comprirent leur erreur et engagèrent une lutte désespérée contre le nouveau pouvoir impuissant, il fut trop tard: le gouvernement ayant organisé d'avance ses forces de résistance et de défense, le mouvement populaire fut définitivement écrasé (mouvement makhnoviste, soulèvement de Cronstadt en 1921, etc...). A la même époque, fut anéanti le mouvement anarchiste.

La NEP

Toutefois, la stérilité de l'action bolchéviste et ses résultats poussèrent Lénine à céder du terrain. Devant la menace d'un mouvement de grande envergure, il proclama la nouvelle politique économique (la Nep), en octroyant ainsi une certaine liberté à l'activité économique de la population.

Hélas! Le sens même de cette «*liberté*» fut maintenant complètement faussé. Au lieu d'une libre activité créatrice des masses, ce fut la liberté, pour certains individus, de faire le commerce et de s'enrichir. La Nep donna lieu à un nouvel essor de la bourgeoisie. En même temps, une formidable bureaucratie étatiste et une nouvelle bourgeoisie d'État se formèrent. Sur ces entrefaites, Lénine mourut (1924).

Ainsi, en 1924, au moment de la mort de Lénine, sept ans après la révolution d'octobre, deux faits d'une portée primordiale, se précisèrent:

1- Le gouvernement le plus à gauche, le plus avancé, le plus révolutionnaire, s'avéra impuissant de résoudre, dans son «*État prolétarien*», les problèmes de la révolution sociale. Cette impuissance aboutit à une situation économique et sociale tellement déplorable que l'unique moyen d'en sortir fut celui de rendre la respiration au capitalisme privé à moitié étouffé.

2- Le mouvement révolutionnaire véritable, celui des masses en pleine activité sociale, étant, lui, complètement étouffé, une nouvelle bureaucratie meurtrière ainsi qu'une nouvelle bourgeoisie d'État, avide et cruelle, se sont formées et installées sur le dos du travailleur, écrasé et exploité, plus impitoyablement que jamais, par cette nouvelle caste de possédants.

Notons que ces résultats confirmèrent aussi, on ne peut pas mieux, les thèses et les prévisions des anarchistes.

La situation générale que nous venons de peindre, donna lieu, logiquement, à deux phénomènes principaux: à la formation, au sein même du parti communiste, d'une opposition dite «*de gauche*» qui, écœurée par l'état des choses actuel, cherche une solution dans la suppression total de la Nep et dans d'autres mesures peu réalisables d'ailleurs; à la naissance d'un courant dit «*de droite*» dont les partisans, bolcheviks également, épouvantés par la ruine complète du pays, voudraient faire accentuer la restauration du capitalisme (dans l'agriculture, surtout) comme unique moyen de salut.

Quant à Staline lui-même et à son entourage immédiat, ces gens tâchent de lutter contre l'une et l'autre «*extrémités*», tout en s'efforçant de maintenir le statut quo et de louvoyer entre les principes du commu-

nisme, d'une part, et la nécessité pressante de faire des concessions aux exigences de l'heure, d'autre part.

En attendant, le pays dont les forces vives restent liées et la population laborieuse privée de toute liberté, de toute initiative, de tout moyen d'action, le pays s'enfoncé de plus en plus dans un abîme de misère sans pareille.

VOLINE.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Secrétaire de Rédaction: Joël BONNEMAISON.

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.

N° CPPAP: 63485
